 <p><b>GOUVERNEMENT</b> Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

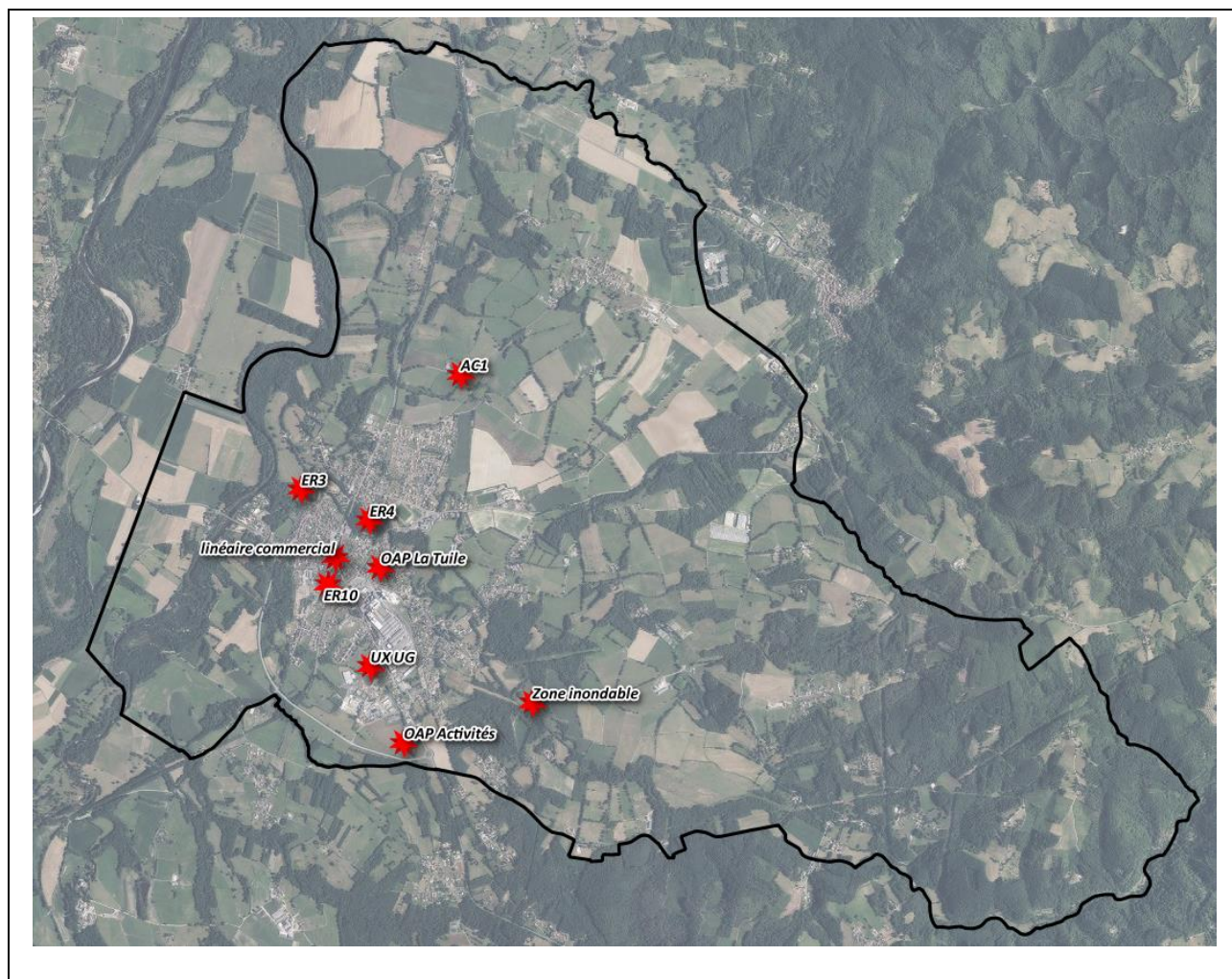
*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de PUY GUILLAUME
SIRET/SIREN
214201410
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Puy Guillaume Place Jean Jaurès 63290 PUY-GUILLAUME Téléphone 04 73 94 70 49 Mail : contact@puy-guillaume.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Bernard VIGNAUD, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Pierre-Adrien NICOLAS, Ingénieur en Aménagement chez BE REALITES
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

<p>Bureau d'études REALITES et DESCOEUR  49 rue des Salins  63000 CLERMONT FERRAND  Tel : 04 73 35 16 26  Mail : <a href="mailto:realitesetdescoeur@realites-be.fr">realitesetdescoeur@realites-be.fr</a></p>
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Puy Guillaume
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>Approuvé le 4 Mars 2021  <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.4748886334174394&amp;lat=45.96033642834149&amp;zoom=13&amp;mton=3.474889&amp;mlat=45.960336">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.4748886334174394&amp;lat=45.96033642834149&amp;zoom=13&amp;mton=3.474889&amp;mlat=45.960336</a></p>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Puy Guillaume (63)
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>La modification n°1 du PLU porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La modification du plan de zonage concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>o la légende</li> <li>o les linéaires de protection commerciale en centre-ville</li> <li>o les limites entre les zones UX et UG</li> <li>o la zone inondable de la Credogne,</li> </ul> </li> <li>- La modification des Orientations d'Aménagement et de Programmation : <ul style="list-style-type: none"> <li>o sur le secteur de la Tuile</li> <li>o sur le secteur de la zone d'activités</li> </ul> </li> <li>- La modification du règlement concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>o les règles d'implantation en zone urbaine</li> <li>o les clôtures</li> <li>o les commerces en zone UG</li> <li>o la protection des haies</li> </ul> </li> <li>- La modification des emplacements réservés concernant les cheminements doux <ul style="list-style-type: none"> <li>o Suppression de ER1</li> <li>o Création de ER10</li> <li>o Développement de ER3 et 4</li> </ul> </li> <li>- La mise à jour de la liste et du plan des servitudes d'utilités publiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Mise à jour AC1,</li> <li>o Suppression PT1 et PT2.</li> </ul> </li> </ul> <p style="text-align: center;"><i>Localisation des secteurs faisant l'objet de la modification</i></p>



### 3. Contexte de la planification

#### 3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

Le SCOT Livradois-Forez a été approuvé le 15 janvier 2020. Par arrêté préfectoral en date du 11 juin 2020, il est rendu exécutoire et s'applique sur le territoire du SCoT Livradois-Forez, à savoir trois intercommunalités (CC entre Dore et Allier / CC Thiers-Dore-et-Montagne / CC Ambert-Livradois-Forez), soit 102 communes de l'Est du Puy-de-Dôme.

<p>Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?</p>
<p>Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes Thiers Dore et Montagne 2020-2026 a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 28 Janvier 2021.</p> <p>La Charte du Parc Naturel Régional Livradois Forez.</p> <p>Le SDAGE Loire Bretagne.</p> <p>Le SAGE de la Dore a été approuvé le 07/03/2014.</p> <p>Plan régional pour la qualité de l'air d'Auvergne (PRQA) (approuvé le 07/09/2000)</p> <p>SRCAE Auvergne : schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, approuvé le 20/07/12 ;</p> <p>SRE : schéma régional éolien, annexe du SRCAE ;</p> <p>S3REnR de l'Auvergne : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables de la région Auvergne ;</p> <p>Schéma éolien du PNR Livradois-Forez (21/02/08) (actualisé en 2009).</p>

<p><b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b></p>
<p>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale</p>
<p>Absence d'avis émis par la MRAe dans le délai de trois mois prévu à l'article R 122-17 du code de l'environnement</p> <p>2020AARA93 / 2020-ARA-AUPP-978</p> <p>Absence d'avis du 15 octobre 2020</p> <p><a href="https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-plans-et-programmes-de-la-mrae-a617.html#JUILLET-2020">https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-plans-et-programmes-de-la-mrae-a617.html#JUILLET-2020</a></p>
<p>Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la date de l'actualisation</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

##### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification du PLU.

La procédure de modification est encadrée par l'article L.153-36 du code de l'urbanisme : « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ».

Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :

- Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

La procédure de modification est codifiée aux articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme.

En effet, la procédure de modification porte sur une évolution du plan de zonage (zones urbaines/ à urbaniser), des orientations d'aménagement et de programmation, la modification du règlement, d'emplacements réservés concernant les cheminements doux, la mise à jour de la liste et du plan des SUP.

##### 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population de Puy Guillaume en 2019 : 2790 habitants.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-63291>

##### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Puy Guillaume (sur SIG) : 2508 ha.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	222,63	8,88 %	222,63	8,88 %
zones AU	24,21	0,97%	24,21	0,97%
zones A	1112,01	44,34 %	1112,01	44,34 %
zones N	1149,14	45,82 %	1149,14	45,82 %
Total	2508,06	100 %	2508,06	100 %



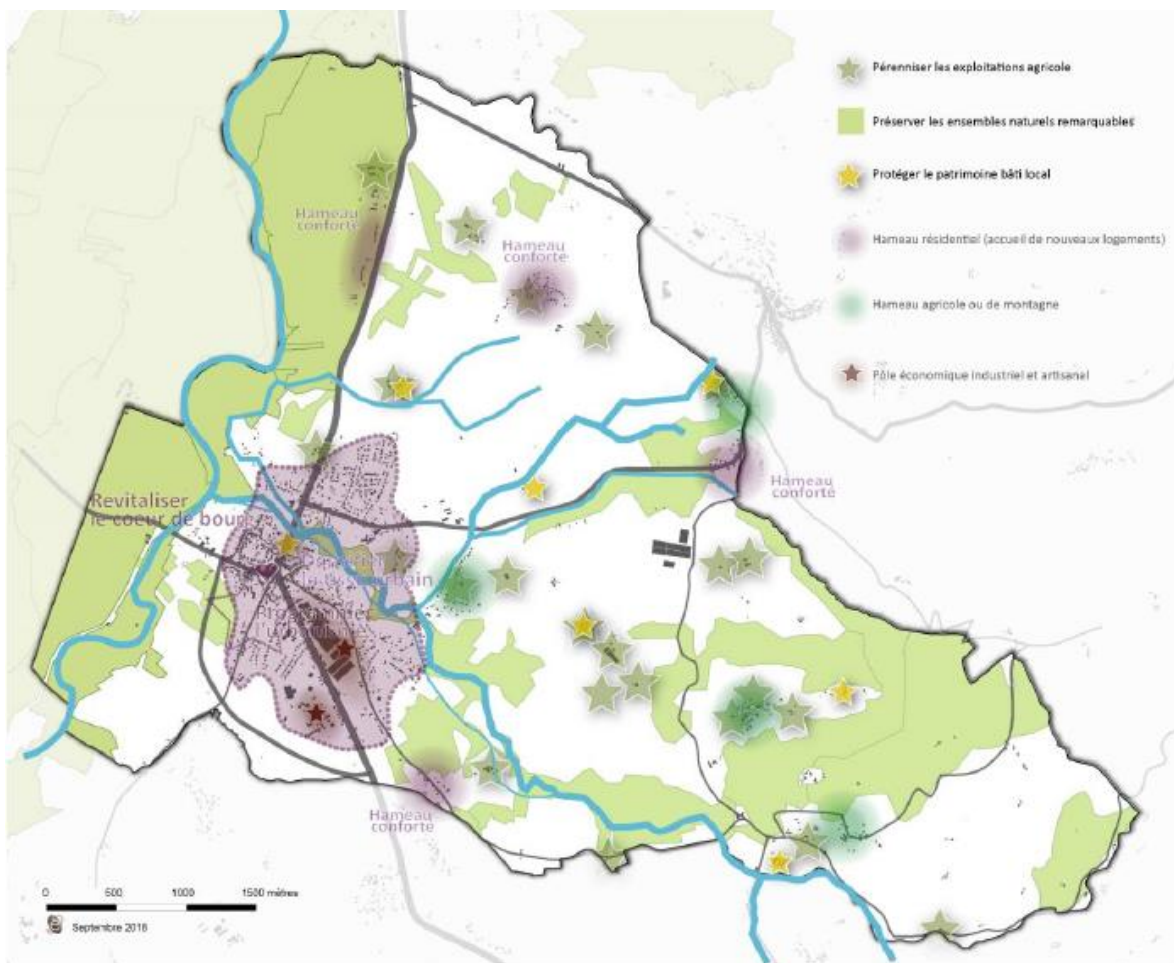
#### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

## Orientation 1 : Un cadre de vie de qualité

- AMÉLIORER LA MIXITÉ TYPOLOGIQUE, FONCTIONNELLE, ETC.
  - En améliorant l'offre en logement  
Prenant en compte les dynamiques récentes (2013-2016), la commune souhaite attirer de nouveaux ménages et prévoit une augmentation de la population qui atteindrait environ **2 900 habitants à l'horizon 2030**.  
Le PADD prévoit de permettre la **création d'environ 166 logements** pour répondre à la croissance démographique des 10 prochaines années.
  - En réinvestissant les logements vacants

## Orientation 2 : Un développement urbain maîtrisé et cohérent

- RÉDUIRE LA CONSOMMATION FONCIÈRE
  - En limitant les surfaces en extension urbaine  
La **consommation foncière** dédiée à la production des logements sera limitée à 50% de la surface consommée entre 2007 et 2016, soit au maximum **7 hectares** pour le logement et annexes associées.
  - En favorisant la densification du tissu urbain existant
  - En permettant le réinvestissement et l'évolution du bâti existant



## SYNTHÈSE CARTOGRAPHIQUE DU PADD

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Par délibération du 15 septembre 2022, complétée par les délibérations du 6 avril 2023 et du 16 novembre 2023, la commune a prescrit l'élaboration de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La présente modification a pour objectifs :

- De modifier le plan de zonage concernant :
  - la légende : il s'agit de rectifier une erreur matérielle. Il est indiqué que la protection des haies relève d'un intérêt patrimonial (L.151-19 du CU), alors que cette protection relève d'un intérêt écologique (L.151-23 du CU).
  - les linéaires de protection commerciale en centre-ville,  
L'objectif est de réadapter le linéaire de protection commerciale à la réalité du terrain d'aujourd'hui. Certains bâtiments identifiés par le linéaire de protection commerciale, ne disposent pas de locaux commerciaux, mais présentent une vocation résidentielle. Ces bâtiments situés le long de l'avenue Edouard Vaillant et de la rue Emile Zola, sont ainsi supprimés du linéaire de protection commerciale.  
En outre, la commune a repéré d'autres bâtiments accueillant des locaux commerciaux, le long de l'avenue Anatole France, à identifier par le linéaire de protection commerciale.
  - les limites entre les zones UX et UG,  
Il s'agit de rectifier une erreur matérielle entre les zones Ux et Ug, sur le secteur du centre bourg (avenue Edouard Vaillant). En effet, un bâtiment à vocation d'activités avait été classé en zone urbaine à vocation mixte et à dominante résidentielle, au lieu d'un classement en zone urbaine dédiée aux activités économiques.
  - la zone inondable de la Credogne : il s'agit de rectifier une erreur matérielle. Le périmètre des zones inondables aux abords de la Credogne, figurant dans les prescriptions du PLU, n'était pas le dernier document en vigueur. Il s'agit donc de remplacer cet élément par la cartographie des zones inondables de la Credogne élaborée par le CEREMA pour la DREAL Auvergne en 2009.
- De modifier les Orientations d'Aménagement et de Programmation :
  - sur le secteur de la Tuile : Le périmètre a été conservé. Toutefois, l'implantation des constructions et les principes de desserte ont été précisés.
  - sur le secteur de la zone d'activités : le périmètre est conservé. Les modifications portent sur les principes de desserte du site afin de laisser la possibilité d'implantation d'une seule entreprise sur l'ensemble de la zone (entraînant une mise en cohérence de l'OAP). Les modifications portent aussi sur la mise en cohérence du zonage et des OAP concernant la délimitation de la zone humide.
- De modifier le règlement concernant
  - les règles d'implantation en zone urbaine,  
Dans le respect de son ambition pour le bourg, de maintenir et de restaurer la qualité du paysage urbain identitaire et de revitaliser le tissu urbain en favorisant la mixité

fonctionnelle, générationnelle et sociale, la commune désire compléter les dispositions relatives à l'implantation vis-à-vis de l'alignement et des limites séparatives. La commune souhaite également donner plus de souplesse dans l'implantation des annexes de types abri de jardin, pergola, véranda... Leur volumétrie plus réduite qu'une construction principale apparaît compatible avec des reculs plus réduits, sans porter atteinte au paysage urbain.

- les clôtures,  
Dans un souci de préserver une cohérence d'aspects avec les clôtures existantes, la commune souhaite que les nouveaux murs de clôtures dans les zones à caractère résidentielle, puissent présenter une hauteur supérieure à la limite de 2 mètres s'ils s'inscrivent dans le prolongement d'une construction ou d'un mur de clôture existant de plus grande hauteur.
- les commerces en zone UG,  
Depuis la mise en application du PLU, force est de constater que certains projets d'évolution du bâti relevant du commerce ne peuvent voir le jour, le règlement de la zone UG interdisant cette destination. Pourtant la zone UG est une zone urbaine mixte, disposant de commerces déjà présents. Il s'agit donc faire évoluer le règlement de la zone UG afin de prendre en compte la destination commerce, qui participe pleinement à la mixité des fonctions de la zone urbaine, afin de permettre l'évolution de commerces spécialisés existants, sans permettre l'apparition de nouveaux commerces en périphérie du cœur urbain. Afin de ne pas compromettre la zone notamment en termes de nuisances ou de gênes vis-à-vis de la vocation résidentielle dominante, et dans un souci de compatibilité avec les objectifs du SCOT (qui limite les commerces à 300 m<sup>2</sup> et permet une extension limitée à 20%), cette destination est autorisée sous conditions (l'extension limitée de 20 % de la surface vente existante. Les constructions artisanales sont interdites.)
- la protection des haies : il s'agit de préciser le principe de protection de ces éléments afin d'éviter des points de blocages dans l'interprétation des dispositions.
- les destinations autorisées sous conditions/interdites dans la zone UG,  
La commune souhaite permettre uniquement l'évolution limitée des restaurants existants sans création de nouveaux et interdire les activités de services avec accueil d'une clientèle. Tout en conservant le principe de mixité des fonctions de la zone UG, il s'agit de limiter les nuisances qui pourraient être générées par des activités au sein d'un environnement résidentiel.
- l'aspect des toitures des annexes,  
La commune souhaite autoriser les cabanes de jardin de toiture autres que rouge, au regard du faible impact paysager d'une couleur de toiture différente, mais également au regard des produits offerts sur le marché de la vente qui sont souvent préfabriqués et de couleur différente.
- le référentiel de calcul du coefficient d'emprise au sol,  
Afin de s'inscrire en cohérence avec la mise en œuvre opérationnelle des projets d'aménagement et de constructions, la commune souhaite remplacer la référence à



la parcelle par une référence à l'unité foncière. En effet, d'une part aux regards des évolutions cadastrales, plusieurs parcelles peuvent former une unité foncière, et d'autre part la fragmentation du parcellaire peut générer des parcelles d'une superficie réduite rendant impossible l'implantation d'une construction sur une seule parcelle.

- De modifier les emplacements réservés concernant les cheminements doux, La modification des emplacements réservés a pour objectif une mise à jour de la liste des emplacements réservés, pour une meilleure prise en compte des cheminements doux et de leur continuité avec la création de nouveaux emplacements réservés et l'extension d'emplacements réservés existants.
- De mettre à jour la liste et le plan des servitudes d'utilités publiques, en particulier concernant les servitudes AC1 (la protection du château de la Bâtiesse a évolué), PT1 et PT2 (servitudes abrogées).

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- ☐ Oui  
☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

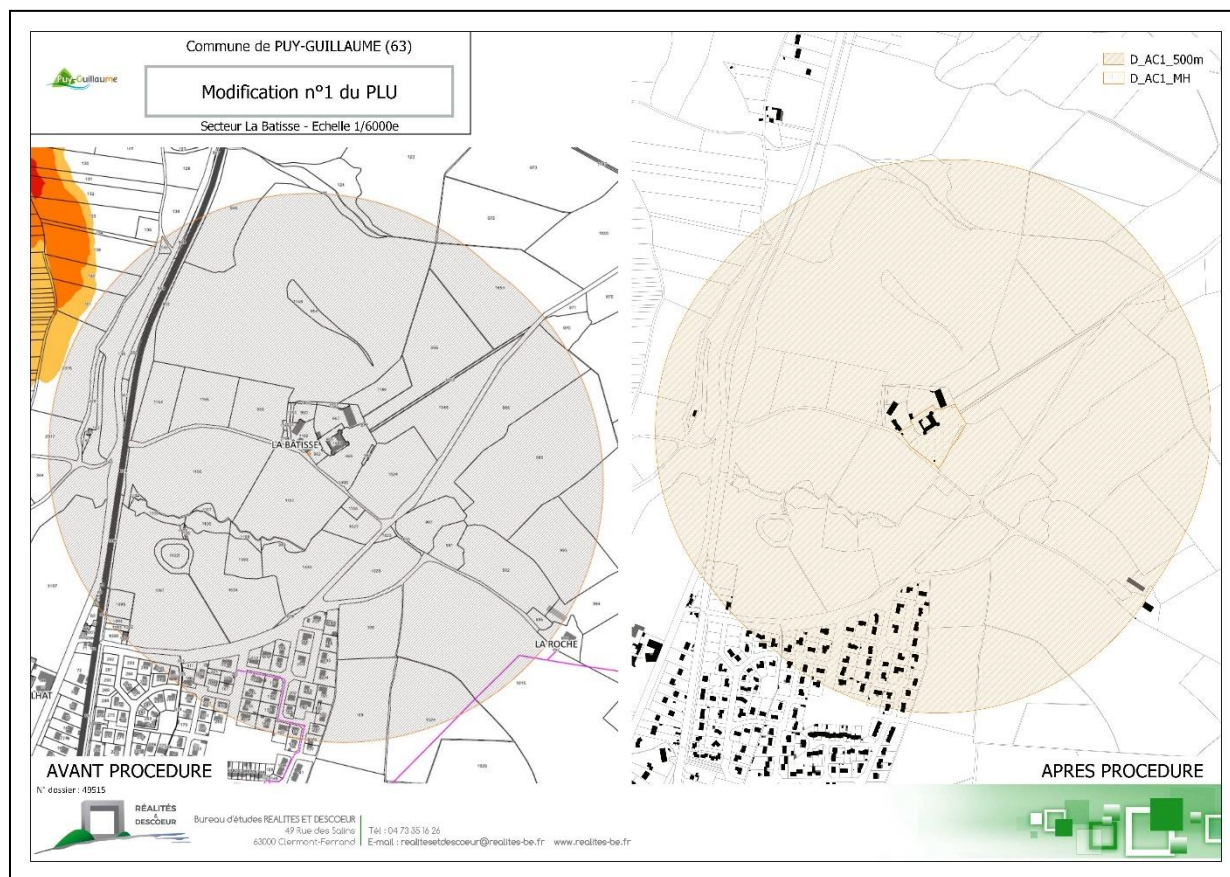
- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

## Annexe II

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<p>Depuis la mise en application du PLU, la commune constate certaines difficultés d'interprétation ou de justification dans l'instruction des permis de construire. Les modifications apportées au règlement du PLU visent ainsi à préciser ou réexaminer certains points du règlement pour une meilleure cohérence générale. Une de ces modifications concerne la protection des haies. Le PLU identifie des alignements d'arbres et des continuités végétales à conserver ou à créer. Ces éléments identifiés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Le principe de protection des haies n'est pas réellement précisé dans le règlement et peut ainsi constituer un point de blocage dans l'interprétation des dispositions existantes. La commune a donc souhaité préciser cet outil. Les règles applicables sont les suivantes :</p> <p>« Afin de préserver les haies identifiées sur le plan de zonage, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le remplacement des haies pour leur gestion et entretien notamment en matière de coupes localisées dans les cas de sécurité des biens et des personnes, de risques sanitaires tels que le risque d'allergie et de qualité phytosanitaire des arbres. Les nouvelles haies composées devront présenter un intérêt au moins égal au regard des fonctionnalités écologiques et hydrauliques des haies supprimées.</li> <li>- La réalisation d'un accès pour un usage agricole en concertation avec la collectivité.</li> <li>- Les simples coupes d'entretien. »</li> </ul> <p>Par ailleurs, les orientations graphiques relatives à la protection des zones humides ont été mises en cohérence avec les prescriptions du plan de zonage (identification au titre de l'article L.151-23 du CU permet de préserver cette zone humide de toute construction). Les zones humides nouvellement identifiées dans l'OAP sont d'une emprise plus large que celles identifiées dans le PLU actuel.</p>
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Un des objets de la modification concerne la mise à jour de la liste et du plan des servitudes d'utilité publique (SUP) : AC1, PT1, PT2.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification de la servitude AC1 : château de la Bâtisse (château inscrit dans son intégralité et non plus uniquement le pigeonnier)</li> <li>- Suppression des servitudes PT1 / PT2 qui ont été abrogées.</li> </ul>



#### 4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

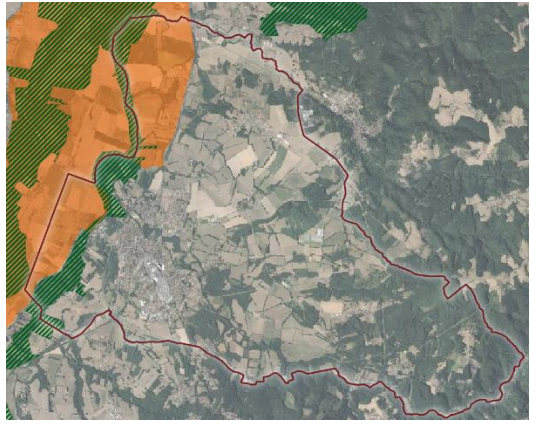
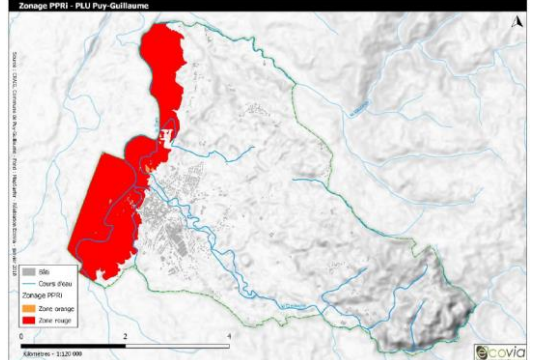
#### Si oui, préciser les effets

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

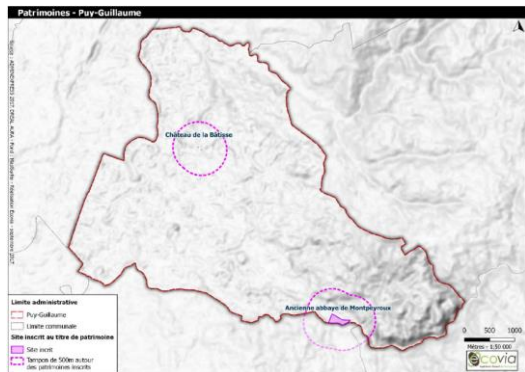
### 5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

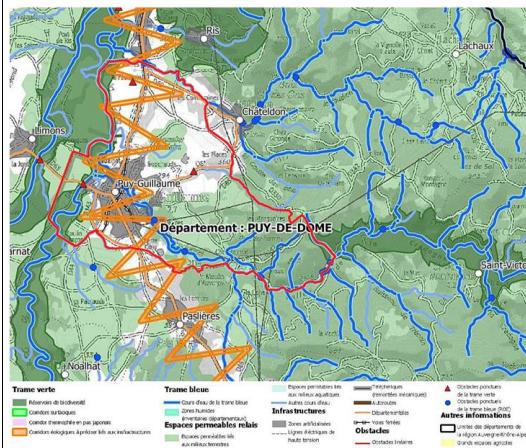
#### 5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

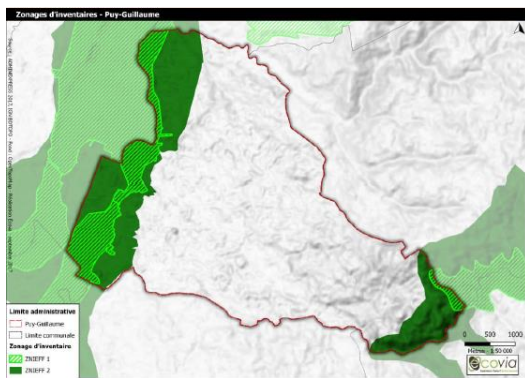
	Oui	Non	Si oui, précisez									
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Puy-Guillaume est classée en zone de montagne.									
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.									
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2 zones Natura 2000 sont présentes sur la commune.									
			<table><tr><th>Type de Natura 2000</th><th>Code</th><th>Nom</th></tr><tr><td>ZSC</td><td>FR8301032</td><td>Zones alluviales de la confluence Dore-Allier</td></tr><tr><td>ZPS</td><td>FR8312013</td><td>Val d'Allier Saint Yorre-Joze</td></tr></table>	Type de Natura 2000	Code	Nom	ZSC	FR8301032	Zones alluviales de la confluence Dore-Allier	ZPS	FR8312013	Val d'Allier Saint Yorre-Joze
			Type de Natura 2000	Code	Nom							
			ZSC	FR8301032	Zones alluviales de la confluence Dore-Allier							
ZPS	FR8312013	Val d'Allier Saint Yorre-Joze										

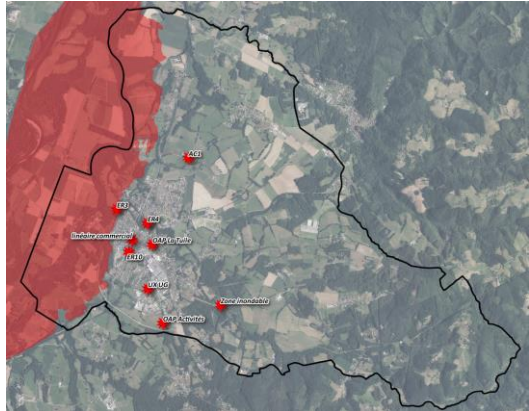
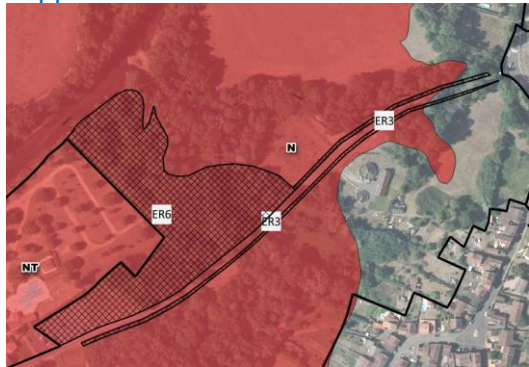
			 <p>Les sites Natura 2000 de la commune sont majoritairement classés en EBC, et couverts entièrement par le PPRI (zone rouge) et est donc inconstructible.</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PPRI Allier des plaines a été prescrit le 15/11/10 et approuvé le 04/11/2013. À Puy-Guillaume, le PPRI s'applique aux abords de la Dore, à l'est de la commune.</p> 



Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune dispose de deux bâtiments inscrits à l'inventaire de monuments historiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le château de la Bâtisse,</li> <li>• L'abbaye cistercienne de Montpeyroux.</li> </ul> 
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Diagnostic du PLU en vigueur s'appuie sur les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la DDT a réalisé une étude à large échelle sur les probabilités de présence de zones humides, la commune est concernée sur la majorité de sa surface.</li> <li>- Toutefois, une étude plus précise a été réalisée en 2012 afin de déterminer les zones humides potentielles sur le périmètre du PNR Livradois-Forez. Aucune n'est localisée à Puy-Guillaume.</li> </ul>

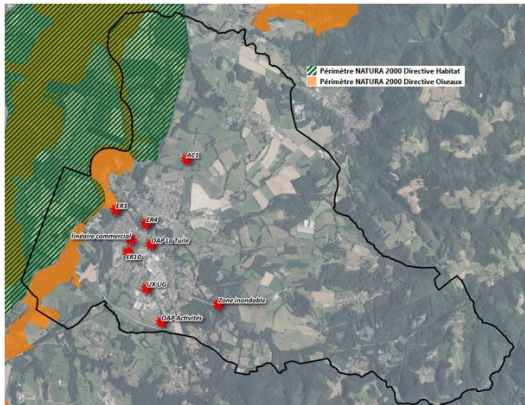
			Des zones humides ont été identifiées et sont à préserver dans le zonage du PLU, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.																					
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<div><div><div><div></div></div></div><div><div><div></div></div></div></div>	<div><div><div></div></div></div>	<p>Le PLU repère les corridors écologiques au titre de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme repéré au SRADDET.</p> <p>Le territoire de Puy Guillaume s'intercale entre 2 réservoirs de biodiversité,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la vallée de la Dore à l'ouest</li><li>- et la vallée boisée de la Credogne à l'est.</li></ul> <p>Le territoire communal n'est cependant concerné que par le réservoir de biodiversité de la Vallée de la Dore.</p> <p>Entre ces 2 réservoirs, le SRADDET identifie des corridors écologiques</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Des espaces perméables liés aux espaces terrestres correspondant à l'essentiel des massifs boisés occupant la moitié Est de la commune ;</li><li>- Un corridor écologique à préciser, de part et d'autre de la RD906.</li></ul> <p>L'ensemble des cours d'eau est identifié comme cours d'eau de la trame bleue.</p> <div></div>																					
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<div><div><div><div></div></div></div><div><div><div></div></div></div></div>	<div><div><div></div></div></div>	<p>Il existe 6 ZNIEFF à Puy-Guillaume : 3 de type I et 3 de type II.</p> <table><tr><th>Type de ZNIEFF</th><th>Code</th><th>Nom</th></tr><tr><td>I</td><td>830000174</td><td>Bec de Dore</td></tr><tr><td>I</td><td>830005663</td><td>Vallée de la Credogne</td></tr><tr><td>II</td><td>830007452</td><td>Bois noirs — monts de la Madeleine</td></tr><tr><td>II</td><td>830007455</td><td>Vallée de la Dore</td></tr><tr><td>II</td><td>830007463</td><td>Lit majeur de l'Allier moyen</td></tr><tr><td>I</td><td>830007991</td><td>Vallée alluviale de la Dore (pont de Dore–Puy-Guillaume)</td></tr></table>	Type de ZNIEFF	Code	Nom	I	830000174	Bec de Dore	I	830005663	Vallée de la Credogne	II	830007452	Bois noirs — monts de la Madeleine	II	830007455	Vallée de la Dore	II	830007463	Lit majeur de l'Allier moyen	I	830007991	Vallée alluviale de la Dore (pont de Dore–Puy-Guillaume)
Type de ZNIEFF	Code	Nom																						
I	830000174	Bec de Dore																						
I	830005663	Vallée de la Credogne																						
II	830007452	Bois noirs — monts de la Madeleine																						
II	830007455	Vallée de la Dore																						
II	830007463	Lit majeur de l'Allier moyen																						
I	830007991	Vallée alluviale de la Dore (pont de Dore–Puy-Guillaume)																						

			 <p>Les ZNIEFF de la commune sont majoritairement classées en EBC.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU identifie des EBC sur les ripisylves de la Dore et de la Credogne, et, également sur quelques bosquets arborés dans les espaces urbanisés.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PPRI Allier des plaines a été prescrit le 15/11/10 et approuvé le 04/11/2013. À Puy-Guillaume, le PPRI s'applique aux


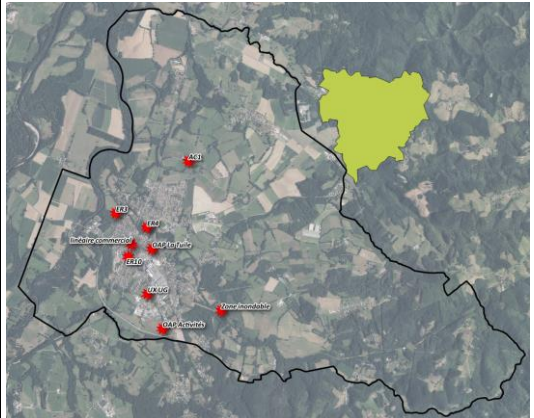
			<p>abords de la Dore, à l'est de la commune.</p>  <p>Les objets de la Modification ne sont pas de nature à impacter le PPRI.</p> <p>Les points entrainant des modifications de zonage, d'OAP se situent en zones urbaines/à urbaniser et en dehors de la zone à risque.</p> <p>Les points concernant le règlement écrit n'induisent pas d'impact concernant le risque inondation.</p> <p>La mise à jour des SUP n'induit aucune conséquence vis-à-vis du PPRI.</p> <p>Concernant l'évolution des ER, seule l'extension de l'ER3 se situe dans la zone inondable. L'extension de cet ER n'est pas de nature à entrainer un risque supplémentaire.</p> 
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

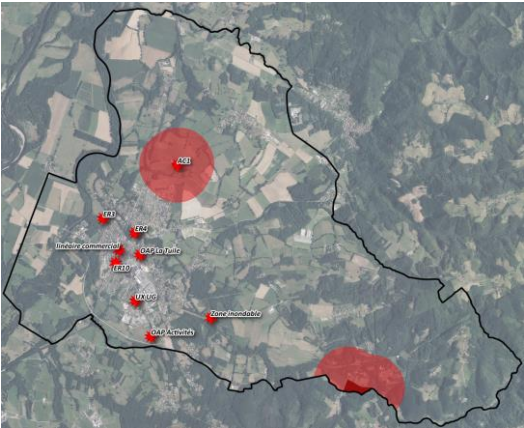
l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

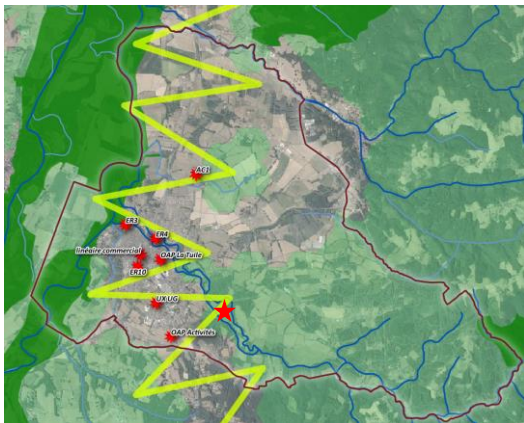
**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

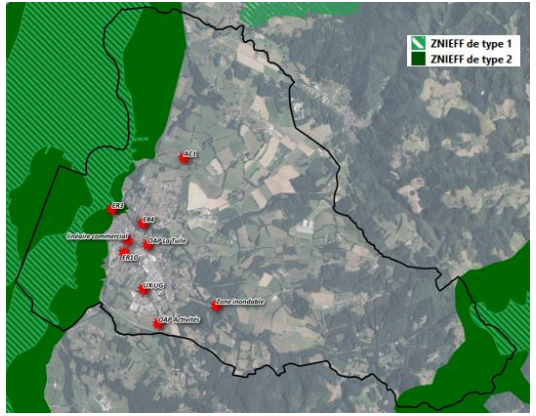
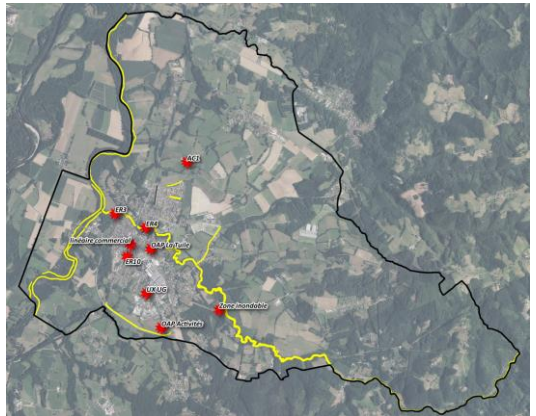
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?									
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<div><input checked="" type="checkbox"/></div>	<div><input type="checkbox"/></div>	<div>2 zones Natura 2000 sont présentes sur la commune.</div> <table><tr><th>Type de Natura 2000</th><th>Code</th><th>Nom</th></tr><tr><td>ZSC</td><td>FR8301032</td><td>Zones alluviales de la confluence Dore-Allier</td></tr><tr><td>ZPS</td><td>FR8312013</td><td>Val d'Allier Saint Yorre-Joze</td></tr></table> <div></div> <div>Les objets de la Modification ne sont pas de nature à impacter les sites Natura 2000.</div> <div>Les points entrainant des modifications de zonage, d'OAP se situent en zones urbaines/à urbaniser et en dehors des sites Natura 2000. Les modifications sur le linéaire commercial (les plus proches) se situent à environ 550m du site Natura 2000 (Zone alluviale de la confluence Dore-Allier).</div> <div>Les points concernant le règlement écrit n'induisent pas d'impact concernant les sites Natura 2000.</div>	Type de Natura 2000	Code	Nom	ZSC	FR8301032	Zones alluviales de la confluence Dore-Allier	ZPS	FR8312013	Val d'Allier Saint Yorre-Joze
Type de Natura 2000	Code	Nom										
ZSC	FR8301032	Zones alluviales de la confluence Dore-Allier										
ZPS	FR8312013	Val d'Allier Saint Yorre-Joze										




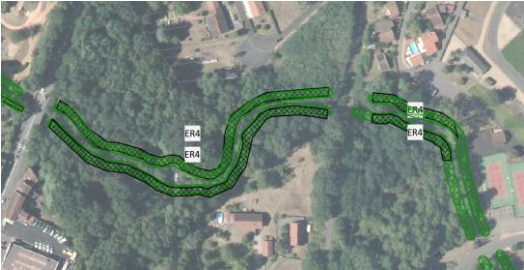
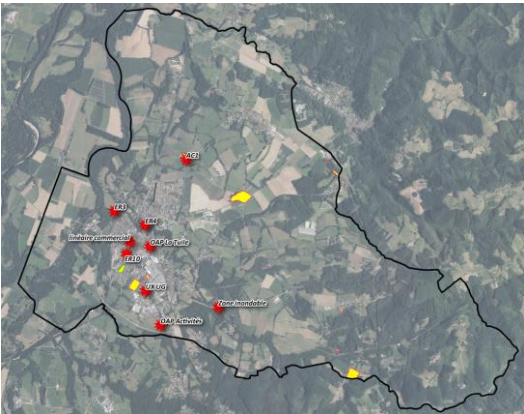
			<p>La mise à jour des SUP n'induit aucune conséquence vis-à-vis des sites Natura 2000.</p> <p>Concernant l'évolution des ER, seule l'extension de l'ER3 se situe en limite de la Zone alluviale de la confluence Dore-Allier. L'extension de cet ER (cheminement doux) n'est pas de nature à impacter Natura 2000.</p> 
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune se situe aux abords du SPR de Châteldon.</p>  <p>Les objets de la modification se situent à minima à plus de 2200 m du SPR et ne sont pas de nature à porter atteinte au SPR.</p>

D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune dispose de deux bâtiments inscrits à l'inventaire de monuments historiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le château de la Bâtisse,</li> <li>• L'abbaye cistercienne de Montpeyroux.</li> </ul>  <p>Un des objets de la Modification vise la mise à jour de la liste et des plans des SUP, et notamment la mise à jour du périmètre de protection du château de la Bâtisse.</p> <p>Les autres objets de la Modification faisant évoluer le zonage ou les prescriptions, se situent à plus de 1200 m du château de la Bâtisse, et à plus de 3100 m de l'abbaye de Montpeyroux. Ils ne sont pas de nature à impacter les monuments historiques, ni leur périmètre.</p> <p>Les autres points de la modification concernent le règlement.</p>
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU repère les corridors écologiques au titre de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme repéré au SRADDET.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A l'ouest, la vallée de la Dore (corridor et réservoir de biodiversité)</li> <li>- A l'est, les massifs boisés (corridors)</li> <li>- Reliant ces deux entités, un autre corridor a été précisé : la vallée de la Credogne.</li> </ul>

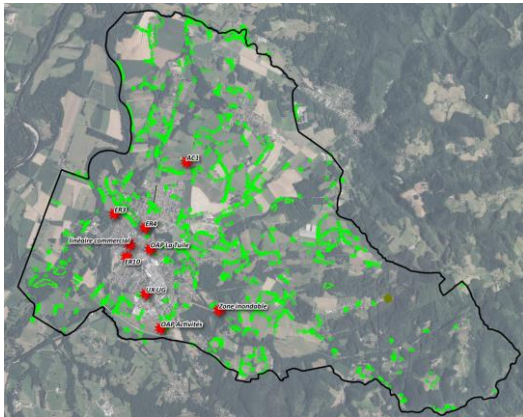
		<div></div> <p>Les objets de la modification se situent principalement dans le corridor écologique à préciser. Deux objets de la modification se situent en bordure d'espaces perméables (corridors).</p> <p>Les points concernant les modifications de règlement, les erreurs matérielles sur le plan de zonage, les mises à jour des SUP, des ER et des linéaires commerciaux, le réajustement des limites des zones urbaines, ne sont pas de nature à impacter les TVB du SRADDET.</p> <p>La mise à jour de la zone inondable de la Credogne et des zones humides dans la zone d'activités constitue un renforcement des TVB.</p>														
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<div><input checked="" type="checkbox"/></div> <div><input type="checkbox"/></div>	<p>Il existe 6 ZNIEFF à Puy-Guillaume : 3 de type I et 3 de type II.</p> <table><tr><th>Type ZNIEFF</th><th>Nom</th></tr><tr><td>I</td><td>Bec de Dore</td></tr><tr><td>I</td><td>Vallée de la Credogne</td></tr><tr><td>II</td><td>Bois noirs — monts de la Madeleine</td></tr><tr><td>II</td><td>Vallée de la Dore</td></tr><tr><td>II</td><td>Lit majeur de l'Allier moyen</td></tr><tr><td>I</td><td>Vallée alluviale de la Dore (pont de Dore–Puy-Guillaume)</td></tr></table>	Type ZNIEFF	Nom	I	Bec de Dore	I	Vallée de la Credogne	II	Bois noirs — monts de la Madeleine	II	Vallée de la Dore	II	Lit majeur de l'Allier moyen	I	Vallée alluviale de la Dore (pont de Dore–Puy-Guillaume)
Type ZNIEFF	Nom															
I	Bec de Dore															
I	Vallée de la Credogne															
II	Bois noirs — monts de la Madeleine															
II	Vallée de la Dore															
II	Lit majeur de l'Allier moyen															
I	Vallée alluviale de la Dore (pont de Dore–Puy-Guillaume)															

			 <p>L'extension de l'ER3 se situe en limite de la Znieff 1 Bec de Dore, et dans la Znieff 2 Lit Majeur de l'Allier moyen.</p> <p>La mise en place de ces aménagements piétons et vélos ne sont pas de nature à porter atteinte aux Znieff.</p> <p>Les autres objets de la modification se situent en dehors des Znieff, à environ 300m au minimum.</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU identifie des EBC. sur les ripisylves de la Dore et de la Credogne, et, également sur quelques bosquets arborés dans les espaces urbanisés.</p> 



		<p>L'extension de l'ER3 et de l'ER4 en faveur des cheminements doux concernent une partie de l'EBC linéaire (ripisylve de la Credogne).</p>   <p>La réactualisation de la zone inondable de la Credogne n'est pas de nature à impacter les EBC.</p> <p>Les autres points de la modification ne concernent pas les EBC.</p>
<p>D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>	<p>Le PLU identifie au titre de l'article L.151-19 du cu, un espace de jardin à préserver et des éléments du patrimoine bâti et paysager.</p>  <p>La mise à jour de la servitude AC1 (château de la Batisse) concerne un des éléments patrimoniaux identifiés, mais n'induit aucun dommage vis-à-vis de cette protection. L'objectif de l'article</p>



			<p>L.151-19 est également la préservation et la mise en valeur patrimoniale.</p> <p>Les autres points de la Modification ne concernent pas les éléments identifiés au titre de l'article L.151-19.</p>
<p>D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU identifie des espaces boisés, des haies et arbres isolés à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.</p>  <p>Un des objets de la modification vise à préciser le principe de protection des haies. Ce point est en faveur de leur protection.</p> <p>Un second point concernant l'OAP de la zone d'activités, vient renforcer l'application d'une prescription du plan de zonage visant à protéger les zones humides.</p> <p>Les orientations graphiques de l'OAP relatives à la protection des zones humides ont été mises en cohérence avec les prescriptions du plan de zonage (identification au titre de l'article L.151-23 du CU permet de préserver cette zone humide de toute construction). Les zones humides nouvellement identifiées dans l'OAP sont d'une emprise plus large que celles identifiées dans le PLU actuel.</p>
<p>Autre protection</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p><b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b></p>			
<p> <input type="checkbox"/> Oui  <input checked="" type="checkbox"/> Non         </p>			
<p>Si oui, précisez :</p>			

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

*Voir rapport de présentation en annexe incluant l'auto-évaluation page 56.*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

La réunion d'examen conjoint est prévue pour Décembre 2022 au plus tard

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Le dossier sera soumis à la CDPENAF

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Les modalités de concertation définies pour la modification du PLU sont les suivantes :

- Mise à disposition d'un registre de concertation aux heures et jours d'ouverture de la mairie,
- Réalisation d'un article présentant le projet de modification, sur le site internet de la commune et joint au registre de concertation.

## 8. Annexes

### 8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et	<input checked="" type="checkbox"/>

	comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

### 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Annexe 1 : Rapport de présentation incluant la pré-évaluation, correspondant aux annexes 1 et 3 demandées

Annexe 2 : Modifications de zonage avant-après, correspondant à l'annexe 2 demandée.

Annexe 3 : Orientation d'Aménagement et de Programmation modifiée

Annexe 4 : Règlement provisoire, modifié

### 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	PUY-GUILLAUME	le	12 JAN. 2024	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	VIGNAUD	Prénom	BERNARD	
Qualité	Maire			

Signature

